



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 36 – 10 JUIN 2016

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE  
SUBSAHARIENNE :  
LA BANQUE  
MONDIALE REDUIT  
DRASTIQUEMENT SA  
PREVISION DE  
CROISSANCE EN  
2016

NIGERIA :  
LANCEMENT D'UN  
PROGRAMME DE  
DEPOLLUTION DE LA  
REGION DU DELTA  
POUR 1 Md USD

SOMALIE :  
MISE EN ŒUVRE DU  
PROGRAMME SMP DU  
FMI

ANGOLA :  
LA FILLE DU PRESIDENT  
DOS SANTOS A LA TETE  
DE LA SONANGOL

COTE D'IVOIRE :  
LE SERVICE DE  
TRANSFERT D'ARGENT  
ORANGE MONEY EST  
OPERATIONNEL EN  
FRANCE

EN AFRIQUE,  
SOCIETE GENERALE  
PREPARE SA BANQUE  
ALTERNATIVE

MADAGASCAR :  
PROJET DE  
VALORISATION DES  
DECHETS ORGANIQUES  
A TANANARIVE

GUINEE :  
MISE EN PLACE  
D'EQUIPES REGIONALES  
D'ALERTE ET DE  
RIPOSTE AUX  
EPIDEMIES

GHANA :  
L'AFD LANCE  
L'HACKATON - ACCRA  
TROTRO APPS  
CHALLENGE



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Afrique subsaharienne : la Banque mondiale réduit drastiquement sa prévision de croissance en 2016

À l'occasion de la mise à jour du rapport sur les Perspectives économiques mondiales pour le mois de juin, les économistes de la Banque mondiale ont abaissé à 2,5 % leurs prévisions de croissance des pays de la région. En janvier, ils pariaient sur un rebond à 4,2 %. En avril, ils misaient encore sur +3,3 %. Selon les nouveaux chiffres publiés le 7 juin, l'Afrique subsaharienne devrait voir sa croissance reculer cette année, après une hausse de 3 % en 2015. Ce recul de la croissance est dû, selon la Banque mondiale, à « trois facteurs : la faiblesse persistante des prix des produits de base, une activité économique mondiale qui sera sans doute anémique et le durcissement de la conjoncture financière ».

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Infographie : les villes africaines qui vont consommer le plus d'ici 2030

Six cents métropoles vont tirer 91 % de la croissance de la consommation mondiale d'ici 2030, selon un rapport de McKinsey. Parmi elles, 26 villes africaines: Lagos, Johannesburg, Pretoria, Le Caire, Luanda, Warri (Nigeria), Uyo (Nigeria), Owerri (Nigeria), Le Cap, Ibadan, Abuja, Benin City (Nigeria), Khartoum, Accra, Casablanca, Durban, Port Harcourt (Nigeria), Kumasi (Ghana), Kano (Nigeria), Onitsha (Nigeria), Nsukka (Nigeria), Lusaka, Aba (Nigeria), Alexandrie, Rabat et Rustenburg (Afrique du Sud). Elles verront la consommation de leurs habitants croître de 669 Mds USD entre 2015 et 2030. Les dépenses y passeront de 458 Mds USD à 1 128 Mds USD, soit 5 % de la hausse globale.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Le NEPAD publie un rapport sur l'éradication de la faim en Afrique en 2025

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) vient de publier un rapport intitulé « éliminer la faim en Afrique » dont l'objectif est d'étudier les conditions nécessaires pour atteindre l'engagement pris par les chefs d'Etat africains lors de la déclaration de Malabo en juin 2014 d'éradiquer la faim chronique d'ici 2025. Pour atteindre cet objectif, le NEPAD considère que la production agricole devra progresser de 61 % par rapport à 2015. Cette hausse de la production nécessite une hausse de la superficie agricole de 39 M ha, une progression des rendements de 3,5 % par an pour atteindre une moyenne de 4,9 t/ha en 2025 et une réduction de 6 % des pertes post-récolte.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique de l'Est : le budget de la CAE en baisse de 8,4 %

Le budget 2016/17, d'un montant de 101 M USD a été voté le 2 juin par l'*East African Legislative Assembly* (EALA). Ce budget représente une baisse de 8,4 % par rapport aux 110 M USD de 2015/16. Cette baisse reflète les mesures d'austérité budgétaire demandées par les chefs des Etats membres, alors même que la CAE vient de s'élargir avec l'adhésion du Soudan du Sud en avril 2016. Le montant des financements des bailleurs a quant à lui diminué de 20,2 %, passant de 58,6 M USD en 2015/16 à 46,7 M USD en 2016/17. Les priorités de l'année budgétaire porteront notamment sur la mise en application complète du protocole de marché commun de la CAE ainsi que sur la mise en œuvre du territoire douanier unique.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Comores : cérémonie d'investiture du nouveau Président, en présence du Secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie**

Le 26 mai 2016, la cérémonie officielle d'investiture du huitième Président de l'Union des Comores, M. Azali Assoumani, a eu lieu au stade de Moroni. Le Secrétaire d'Etat chargé du Développement et de la Francophonie, M. André Vallini, a effectué une visite à Moroni les 25 et 26 mai, afin d'assister à cette cérémonie et de présenter les félicitations du Président Hollande au nouveau Président pour son élection à la tête du pays. Au cours d'une conférence de presse, M. Vallini a abordé de nombreux sujets relatifs à la coopération bilatérale et a marqué la disponibilité de la France pour renforcer davantage le partenariat entre les deux pays.

✉ gaboritl@afd.fr

▼ **Maurice : désignation d'un nouveau ministre des Finances**

Acquitté en appel le 25 mai 2016, dans le cadre d'un procès pour conflit d'intérêts, Pravind Jugnauth, vient de retrouver un poste ministériel en reprenant le portefeuille des Finances et du Développement économique, fonction qu'il a déjà occupée à deux reprises dans le passé. Le chef du parti au pouvoir (MSM / Mouvement socialiste militant) sera ainsi en mesure de présenter, début juillet, le budget annuel 2016/17. Dans ce nouveau contexte, il ne semble pas impossible qu'il puisse succéder à son père, Sir Anerood Jugnauth (86 ans), au poste de Premier ministre, d'ici la fin de l'année.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : renforcement du dispositif de lutte contre la corruption**

Le gouvernement tanzanien a présenté un projet de loi créant une juridiction habilitée à traiter les cas de corruption et de grande criminalité économique. Cette initiative est complétée par le renforcement par voie d'amendements de certains textes de loi. La protection des témoins et lanceurs d'alerte sera ainsi améliorée. Le Président Magufuli avait publiquement fustigé dès les premiers jours de son mandat, et en de nombreuses occasions depuis, la paresse, l'excès de bureaucratie et l'omniprésence de la corruption au sein de l'appareil judiciaire tanzanien.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique australe : l'importance de l'innovation technologique dans l'évolution du secteur agricole selon le rapport *Africa Agribusiness* de PwC**

PwC a publié son rapport sur le secteur africain de l'agro-industrie, suite à une enquête menée auprès d'un groupe d'entreprises de l'agro-industrie, spécialisées dans les services agricoles aux producteurs primaires. Le secteur agricole est reconnu comme d'importance critique pour le continent. Il devrait atteindre 1 Md USD d'ici 2030 en Afrique australe. Le rapport stipule que l'innovation technologique sera nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire dans un contexte de nombreux enjeux environnementaux. Ce secteur évolue déjà vers la collection de données, l'utilisation de drones ou l'intelligence artificielle.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ **UEMOA : 7 % de croissance au premier trimestre**

Au terme de la réunion du Comité de politique monétaire de la BCEAO, il ressort que l'activité économique de la zone UEMOA est demeurée vigoureuse au premier trimestre avec un taux de croissance moyen de 7,1 % en glissement annuel, contre 7,2 % au trimestre précédent. Cette performance reflète la consolidation de l'activité dans les secteurs secondaire et tertiaire. Le déficit budgétaire global des Etats s'est contracté de 29 % à 384 M EUR, grâce notamment à une bonne mobilisation des recettes fiscales et une rationalisation des dépenses publiques.

✉ [kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr](mailto:kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Seychelles : 11% de progression pour le secteur touristique au 1<sup>er</sup> trimestre

Selon le *Seychelles Tourism Board*, plus de 73 000 touristes ont visité les Seychelles au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2016, comparé à environ 66 000 sur la même période en 2015, soit une croissance de 11 %. La France reste le premier pourvoyeur de visiteurs dans l'archipel avec plus de 11 000 entrées, suivie de l'Allemagne (8 700 visiteurs) et de la Chine (5 200 visiteurs). Cette croissance est attribuée en particulier à l'introduction de vols directs à partir de Paris (depuis juillet 2015) et de Pékin (depuis fin 2015). Avec l'industrie de la transformation du thon, le secteur du tourisme (276 000 visiteurs en 2015) est un des deux principaux piliers de l'économie du pays.

✉ [patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr](mailto:patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : stagnation de la production d'or et menaces de sanctions

La production soudanaise d'or s'est élevée à 22,3 tonnes au premier trimestre 2016, en stagnation par rapport à 2015. Le ministre soudanais des Mines a remercié la Russie et « des pays amis » pour avoir empêché au Conseil de Sécurité des Nations Unies « la tentative américaine de sanctionner les exportations soudanaises d'or ».

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Soudan : baisse de 42 % de la production pétrolière en 2016

Le ministre soudanais du Pétrole a indiqué que la production pétrolière soudanaise en 2015 a été de 110 000 barils par jour, et de 63 000 depuis le début de l'année 2016. Selon lui cette baisse tient au vieillissement des puits de pétrole, à l'accumulation des dettes du Soudan vis-à-vis de ses partenaires pétroliers, et aux sanctions américaines.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : augmentation de la contribution budgétaire pour le service de la dette pour 2016/17

Le ministre tanzanien des Finances et de la Planification a annoncé avoir inscrit au budget 2016/17 une augmentation de 25 % du budget alloué à la charge de la dette, portant son montant total à près de 3,7 Mds USD. Cette augmentation est la conséquence d'une volonté conjointe du parti au pouvoir et de l'opposition de garder un niveau d'endettement public soutenable. Le ministre a néanmoins annoncé que seuls les trois quarts de ce même budget avaient donné lieu à des décaissements sur l'exercice 2015/16. D'après la Banque de Tanzanie, la dette publique s'élevait à près de 19,6 Mds d'USD en février 2016, dont 2,7 Mds USD sont détenus par différents fonds de pension tanzaniens.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : maintien de la note souveraine du pays par Standard & Poor's d'ici fin 2016**

Début juin, Standard & Poor's a maintenu la notation souveraine de l'Afrique du Sud s'agissant des titres de long terme libellés en devises en BBB-, à un cran au-dessus de la catégorie spéculative, en conservant sa perspective négative. S&P s'inquiète du ralentissement marqué de l'activité et de ses conséquences sur les finances publiques, elles-mêmes fragilisées par les garanties octroyées aux entreprises publiques, même si l'agence souligne les efforts du gouvernement en matière de consolidation fiscale. S&P offre un peu de temps aux autorités sud-africaines pour engager des réformes structurelles tout en maintenant la pression sur elles. Sa prochaine décision devrait intervenir d'ici fin 2016.

✉ [serge.boscher@dgtresor.gouv.fr](mailto:serge.boscher@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : mise sous perspective négative du secteur bancaire sud-africain (Moody's)**

Le 27 mai, l'agence de notation Moody's a placé le secteur bancaire sud-africain sous surveillance négative. La décision traduit la montée des risques aux plans interne (bilan financier des ménages, montée du risque politique) et externe (faiblesse des cours des produits de base, atonie de la demande externe, sécheresse), l'agence anticipant une augmentation du taux de créances douteuses à 4 % environ fin 2017. En outre, le manque d'opportunités commerciales pour les entreprises et la baisse de la demande de crédit pourraient peser sur la rentabilité du secteur même si celle-ci reste actuellement élevée (ROE de 16,4 % et ROA de 1,2 %).

✉ [paul.raso@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.raso@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Lesotho : hausse de la cible minimale de réserves de change (Banque centrale)**

Le 24 mai, la banque centrale a relevé la cible minimale de réserves de change, outil majeur de pilotage de la politique monétaire, de 90 M USD à 690 M USD pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2016, tout en maintenant le taux directeur à 7 % (en ligne avec le taux directeur sud-africain). Les pressions inflationnistes continuent de se renforcer (+7,5 % en g.a en mars, +7,9 % en avril), conséquence de la hausse des prix alimentaires et de la dépréciation du loti face aux grandes devises. Plus optimiste que le FMI (croissance attendue à 2,6 % cette année) la Banque centrale s'attend à un léger rebond de la croissance cette année (3,1 % après 2,9 % en 2015). La croissance resterait cependant moins dynamique qu'en 2014 (3,6 %).

✉ [paul.raso@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.raso@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mozambique : dégradation de deux crans de la notation souveraine et point historiquement bas pour le metical (S&P)**

Suite aux événements liés aux dettes cachées, Standard & Poor's a dégradé de deux crans la notation souveraine de long terme en devises en CCC (catégorie ultra spéculative) et l'a assortie d'une perspective négative. L'agence pointe le risque élevé de défaut, le pays devant faire face à l'augmentation rapide de la dette publique (estimée à plus de 100 % par le FMI), et ce, alors que l'aide budgétaire internationale est suspendue et que la confiance des bailleurs dans la qualité des institutions est fortement entamée. Illustration de la défiance des investisseurs, le metical mozambicain a atteint un bas historique à 58,66 meticals pour un dollar le 1<sup>er</sup> juin 2016.

✉ [paul.raso@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.raso@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Angola : réflexion sur l'impact de la dévaluation du kwanza sur les contrats publics

Le gouvernement vient de créer par arrêté administratif du 27 mai 2016, un groupe de travail interministériel (Finances, Plan, Construction) dont l'objectif sera d'analyser l'impact de la dévaluation de la monnaie locale sur l'exécution des contrats de travaux publics et les mesures correctrices à apporter en faveur des entreprises impliquées. Le groupe sera coordonné par le directeur des études et relations internationales du ministère des Finances et a un mois pour rendre ses conclusions.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : la ministre des Finances à la rencontre des investisseurs

Des officiels nigériens ont rencontré des investisseurs cette semaine, le gouvernement considérant faire appel aux marchés internationaux de la dette pour combler son déficit record, qui atteint 11 Mds USD. La ministre des Finances Kemi Adeosun a dirigé ces rencontres le 7 juin, qui ont été arrangées par Standard Chartered à Londres. Abraham Nwankwo, directeur du Bureau de gestion de la dette, Damí Adesanya, une conseillère de la ministre et un représentant de la Banque centrale du Nigéria ont fait partie de la délégation nigérienne. Cette année, le gouvernement nigérien prévoit de souscrire des emprunts extérieurs pour un montant de 5 Mds USD pour financer son budget record de 31 Mds USD.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : 1<sup>er</sup> déficit commercial en 7 ans au premier trimestre 2016

D'après les chiffres du Bureau national de la statistique (NBS), au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2016, les exportations ont diminué de 52,3 % en g.a, s'établissant à 6,4 Mds USD, tandis que les importations se sont réduites de 15,4 %, à 7,4 Mds USD. Les exportations de pétrole brut ont chuté de 50,9 %, passant de 8,5 Mds USD au T1 2015 à 4,2 Mds USD au T1 2016, tandis que les exportations non-pétrolières ont baissé de 54,7 %, de 5 Mds USD au T1 2015 à 2,3 Mds USD au T1 2016. En conséquence, le Nigéria enregistre pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis 7 ans un déficit commercial qui atteint environ 1 Md USD au 1<sup>er</sup> trimestre 2016. Pour rappel, le FMI prévoit un déficit commercial de 2,1 % du PIB en 2016.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : un ancien dirigeant de la NNPC à la tête de l'OPEP

Le nigérien Mohammed Barkindo, qui succède au libyen Abdallah el-Badri, en poste depuis 2007, prendra ses fonctions à la tête de l'OPEP le 1<sup>er</sup> août 2016 pour trois ans. Il a déjà occupé ce poste en tant que suppléant en 2006. C'est le 2<sup>ème</sup> nigérien, après l'ancien ministre des Ressources pétrolières Rilwanu Lukman, à prendre la tête de l'organisation. Le secrétaire d'Etat au Pétrole Ibe Kachikwu a déclaré à l'issue de la réunion de l'organisation que la production du Nigéria s'est hissée à 1,6 M b/j, après que des réparations ont été effectuées sur les installations pétrolières et gazières endommagées par des groupes militants dans la région du Delta. Il a rappelé que malgré ces attaques, le Nigéria gardait pour cible une production moyenne de 2,3 M b/j cette année.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : lancement d'un programme de dépollution de la région du Delta pour 1 Md USD**

Ces opérations de nettoyage du Delta du Niger, région pétrolière marquée par des violences, ont débuté jeudi, en la présence du vice-président Yemi Osinbajo, après que le président Muhammadu Buhari ait renoncé à ce déplacement. Ce programme répond à l'alerte lancée par le PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement) en 2011, qui demandait au Nigéria de restaurer l'environnement dégradé de cette partie du pays. Le coût de ce programme de dépollution est estimé à 1 Md USD. La restauration environnementale du Delta du Niger, qui devrait durer entre 25 et 30 ans, selon les Nations Unies, constitue un premier pas pour calmer les rancœurs des populations locales, sur lesquelles s'appuient les groupes rebelles.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ghana : émission d'une obligation de 2 Mds USD d'ici fin 2016**

Le directeur du ministère de l'Energie a indiqué que le gouvernement pourrait émettre des obligations sur le marché domestique à hauteur de 2 Mds USD sur 10 ans d'ici la fin de l'année 2016 pour soutenir les entreprises publiques du secteur énergétique (VRA, GRIDCo et ECG), dont les dettes atteignent 1,5 Md USD. Les conditions de ce bond devraient être connues d'ici la fin du mois de juin.

✉ [caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Libéria : présentation du budget pour l'année 2016/2017**

Le budget pour l'année 2016/2017 atteint 555,9 M USD, financé à hauteur de 525,6 M USD par des recettes publiques (95 %) et de 30,2 M USD par des subventions (5 %). Une partie des mesures fiscales n'ont cependant pas encore été adoptées par le Parlement. Du côté des dépenses, 83 M USD bénéficieront à l'éducation (15 %), 77 M USD aux dépenses sociales et de santé (14 %), 20 M USD aux élections (4 %) et 15 M USD pour la construction de routes (3 %).

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : contraction du déficit commercial au premier trimestre 2016**

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie, le déficit commercial du Sénégal s'est établi à 430 M EUR au premier trimestre, en baisse de 16,5 % par rapport à la même période de l'année dernière. Cette performance est essentiellement due à la hausse de 13,6 % des exportations, portée notamment par les industries extractives (or, phosphate et sables lourds) et le secteur agricole (arachide principalement). Les importations sont restées quasi-stables. La Chine est devenue le deuxième fournisseur du pays (11 %), derrière la France (17 %), et le troisième client du pays (11,2 %) derrière le Mali (12,1 %) et la Suisse (11,3%), mais devant l'Inde (8 %).

✉ [folly.ananou@dgtresor.gouv.fr](mailto:folly.ananou@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : hausse des échanges extérieurs au cours du premier trimestre 2016**

L'Office national de la statistique a annoncé qu'au terme du premier trimestre 2016, les échanges commerciaux de la Mauritanie (hors pétrole) ont atteint 802 M EUR. L'Europe reste le premier partenaire commercial du pays, absorbant 38 % des échanges dont 11,2 % par la France. La valeur des exportations (hors pétrole) s'élève à 300 M EUR, tandis que les importations ont atteint 502 M EUR, soit une hausse de 23,1 % par rapport au quatrième trimestre 2015. Cette hausse des importations est principalement due aux biens d'équipement dont les flux ont doublé (remorqueurs, bateaux pousseurs, machines et parties de machine).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : adoption de trois projets de loi pour le financement du secteur électrique**

Le parlement a adopté le 2 juin dernier trois projets de lois relatifs à des conventions de financement et à l'exécution de projets dans le secteur électrique. Le premier est relatif à la convention de crédit signée en décembre 2015 avec le Fonds arabe de développement économique et social (FADES) pour le financement du projet de développement du réseau de transport et de distribution de l'électricité. Le deuxième concerne la convention de crédit signée en mars 2016 avec le Fonds saoudien de développement pour le financement de la ligne électrique Nouakchott-Nouadhibou. Le troisième porte sur la convention de crédit signée en février 2016 avec le FADES pour le financement du projet de renforcement de la connexion électrique avec le Sénégal.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la production pétrolière en hausse de 19 % et celle de gaz naturel en baisse de 6 % fin avril 2016 par rapport à la même période en 2015**

Selon la Société nationale des hydrocarbures (SNH), la production pétrolière s'est établie à 12,3 M barils au 30 avril 2016. Le prix moyen du brut camerounais a régressé de 35,2 % en glissement annuel à fin avril, ce qui a entraîné une baisse des recettes pétrolières de 17,3 % à 82,4 Mds FCFA sur les 4 premiers mois de l'année, par rapport à la même période en 2015. La production gazière diminue à 4 287 M de pieds cube à fin avril (contre 4 550 M un an plus tôt). Cette production pourrait être améliorée grâce à la réalisation du projet de mise en place d'une usine flottante de liquéfaction de gaz naturel, dont la SNH annonce le lancement.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : baisse des productions de cuivre, de cobalt et d'or au premier trimestre 2016**

La production de cuivre de la RDC au premier trimestre 2016 s'établit à 219 000 tonnes, en baisse de 20 % par rapport au premier trimestre 2015. Sur la même période, la production de cobalt dont le pays est le premier producteur mondial, a chuté de plus de 19 %, à 16 396 tonnes. Ces mauvaises performances sont principalement dues à la suspension de la production de Glencore pour une durée de 18 mois. La production d'or est passée de 7 801 Kg au premier trimestre 2015 à 7 166 Kg au premier trimestre 2016, soit une baisse de 8 %. Pour mémoire, 98 % des recettes d'exportation de la RDC proviennent des industries extractives.

✉ christian.onkonylokongo@dgtresor.gouv.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Maurice : le dispositif d'échange automatique d'informations financières applicable à compter de 2018

Maurice, qui a signé en juin 2015 l'accord multilatéral de l'OCDE sur l'échange d'informations et la transparence (*Convention on Multilateral Administrative Assistance on Tax Matters*), destiné à lutter contre l'évasion fiscale, devrait procéder au premier exercice d'échange automatique d'informations financières concernant les entités immatriculées dans la juridiction à compter de septembre 2018. Par ailleurs, l'administration mauricienne est membre du groupe ad-hoc de l'OCDE constitué en vue de la mise au point d'un nouvel instrument multilatéral devant impacter les conventions fiscales bilatérales.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Rwanda : Fitch Ratings maintient la note du Rwanda à B+

L'agence de notation Fitch Ratings a décidé de maintenir la note du Rwanda à B+ avec une perspective stable. Selon le ministre rwandais de l'Economie ce sont la croissance du pays, sa politique fiscale et ses performances en matière de gouvernance et de maîtrise de l'inflation, par rapport à ses voisins qui justifient cette note. En revanche le faible niveau de revenus par habitant, le déficit courant et la dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds sont des éléments à surveiller. Fitch rappelle que la balance des paiements du pays est sous pression à cause de la chute du prix des matières premières. Les revenus du pays étaient constitués à hauteur de 33 % par des subventions en 2013, part qui devrait être réduite à 21 % d'ici deux ans.

✉ [loic.agostini@diplomatie.gouv.fr](mailto:loic.agostini@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Angola : lancement d'un programme pour l'entretien des routes

Le fonds routier de l'Angola devrait lancer rapidement un programme de maintenance et de conservation des routes nationales. La maintenance des routes sera notamment à la charge des grandes entreprises. Les routes présentant un indice élevé de dégradation resteront sous la responsabilité de l'Institut des routes d'Angola (INEA – ministère de la Construction). Dans le même temps, le gouvernement a autorisé les entreprises chinoises à se positionner sur 8 projets de réhabilitation et de réparation de routes secondaires et tertiaires pour un montant de 49 M EUR, soit 10 % de la ligne de crédit chinoise mise à disposition de l'Angola pour des projets dans les domaines de l'eau et des routes.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Angola : le pays négocie un nouveau programme d'aide avec le FMI

Une délégation du Fonds monétaire international est en mission à Luanda du 1<sup>er</sup> au 14 juin pour des discussions avec les autorités angolaises sur le nouveau programme d'aide sollicité en avril dernier par le pays fortement affecté par l'effondrement des cours du pétrole. Selon un communiqué publié par le ministère angolais des Finances, le gouvernement et l'équipe d'experts du FMI devraient notamment discuter des moyens de diversifier l'économie et de réduire la dépendance au pétrole du deuxième producteur africain de brut.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Investisseurs & partenaires (I&P) : lancement du club africain des entrepreneurs, nouvelle initiative en faveur de l'entrepreneuriat africain**

Le club africain des entrepreneurs, association ivoirienne ayant vocation à contribuer à l'émergence d'une classe entrepreneuriale panafricaine, a été officiellement inauguré jeudi 2 juin 2016 à Abidjan dans les locaux de la Banque africaine de développement (BAfD). Le club africain des entrepreneurs est né sous l'impulsion du groupe I&P, et ce afin de favoriser les échanges de bonnes pratiques, d'expérience et d'opportunités d'affaires entre les entrepreneurs accompagnés par I&P depuis 2002. Il rassemble d'ores et déjà une soixantaine d'entreprises et a vocation à s'ouvrir plus largement à moyen terme aux TPE et PME du continent.

✉ [news@35nord.com](mailto:news@35nord.com)

▼ **Gabon: de nouvelles mesures contre la vie chère**

Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures afin de lutter contre le coût de la vie élevée au Gabon. En sus de la création d'un comité interministériel, une brigade mixte pour le contrôle et la surveillance des prix sera mise en place. Le gouvernement a également décidé la baisse ou la suppression de certaines taxes prélevées au port. On notera, entre autres, la baisse de la redevance d'utilisation du système informatique des douanes de 3 à 1,5 %, la suppression des frais liés aux autorisations de mise à la consommation et de mise sur le marché, ainsi que des frais d'inspection ; la baisse des tarifs portuaires des opérateurs privés etc. D'autres mesures pourraient suivre dans le cadre des travaux du comité interministériel.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Madagascar : projet de valorisation des déchets organiques à Tananarive

Dans le cadre de la coopération décentralisée entre la région Ile-de-France et la commune urbaine de Tananarive, l'Institut des métiers de la ville (IMV) propose la construction de plateformes de compostage pour traiter les déchets organiques. Plusieurs zones ont été pré-identifiées pour leur localisation : un marché alimentaire, une zone d'espaces verts, une pépinière municipale et un quartier d'habitat précaire. L'étude de faisabilité du projet a été menée par l'IMV en partenariat avec l'association française Experts solidaires, grâce au soutien financier de la région Ile-de-France et du MAEDI dans le cadre de l'appel à projets Climat 2015. L'IMV fait maintenant appel aux PTF pour le financement du projet.

✉ [hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr](mailto:hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : appel à manifestation d'intérêt pour les projets de ZES dans trois pays du continent africain

Un appel à manifestation a été lancé par l'agence de promotion des investissements (BOI) et le fonds souverain *Mauritius-Africa Fund* en vue d'identifier des partenaires pour le développement de zones économiques spéciales (ZES) au Sénégal (sur le site du nouvel aéroport international de Dakar, en cours d'achèvement), à Madagascar (parc industriel d'Ehola, à Fort-Dauphin) et au Ghana (dans la localité de Dawa, à 70 km d'Accra). Afin de mettre en œuvre ces projets, pour lesquels des accords bilatéraux ont été conclus par Maurice, différents partenaires sont recherchés : des développeurs, des investisseurs et des opérateurs.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Rwanda : le gouvernement émet pour 10 Mds de francs d'obligations

Le gouvernement rwandais a émis 10 Mds F rwandais en obligations du Trésor (11,5 M EUR) sur 15 ans pour financer ses projets d'infrastructures et développer son marché financier. La Banque nationale du Rwanda a inscrit ces bons au *Rwanda stock exchange* le 31 mai dernier. Avec une sursouscription de 215,5 % depuis le début des émissions en 2008, ce système de financement connaît un vrai succès. Le succès de cette nouvelle émission témoigne de la confiance dans la capacité du gouvernement à rembourser ses dettes.

✉ [loic.agostini@diplomatie.gouv.fr](mailto:loic.agostini@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Somalie : mise en œuvre du programme SMP du FMI

Le FMI a approuvé, le 27 mai, la mise en œuvre d'un programme *staff-monitored program* (SMP) pour une période allant de mai 2016 à mai 2017. L'objectif de ce programme est de soutenir l'effort de reconstruction de la Somalie et le suivi des réformes économiques. Il porte en particulier sur l'établissement de données statistiques, l'augmentation du recouvrement des recettes fiscales et la mise en place d'une réforme monétaire. Le FMI garantit également son soutien en termes d'assistance technique afin de renforcer les institutions et la gouvernance. Le SMP fait suite à la publication, en juillet 2015, du 1<sup>er</sup> rapport article IV sur la Somalie depuis 1989, alors que vingt années de guerre civile ont conduit à l'effondrement de l'Etat et des institutions.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : le Japon va désormais prêter au secteur privé

Le directeur-pays de la JICA (*Japan international cooperation agency*) a annoncé que compte tenu des besoins de financement du secteur privé ghanéen, l'agence allait évoluer vers un système de prêt au secteur privé, et plus uniquement au gouvernement, afin d'accompagner la transformation économique du pays. Les PME et les ETI, qui pâtissent d'un accès difficile aux financements, sont particulièrement visées par cette nouvelle politique.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : exemption de taxe pour l'extension du port de Tema

Le Parlement a voté une exemption de taxe à hauteur de 832 M USD dont bénéficiera *Meridian Port Services Limited*. Cette joint-venture formée par Bolloré et Maersk est en charge du projet d'extension du terminal de conteneurs de Tema, en partenariat avec l'autorité portuaire ghanéenne *Ghana Ports and Harbours Authority*, projet d'un montant total de 1,5 Mds USD.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mali : l'UE augmente le budget de sa mission EUCAP Sahel Mali

Le Conseil de l'UE a approuvé le 6 juin un montant supplémentaire de 4,9 M EUR pour la mission civile EUCAP Sahel Mali, faisant ainsi passer le budget total 2016 de la mission à 19 M EUR. Ce montant additionnel permettra de renforcer la capacité de la mission à soutenir la réforme du secteur de la sécurité au Mali et d'assurer la protection du personnel de la mission au moyen de mesures de sécurité appropriées.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mali : Hummingbird mobilise 67 M USD pour son projet aurifère de Yanfolila

La société britannique Hummingbird Resources mobilise 67 M USD pour démarrer la construction de son projet aurifère de Yanfolila, à 200 km au sud de la capitale malienne. La mine a une durée de vie de huit ans avec des réserves estimées à six millions d'onces d'or. La production devrait commencer en 2017. Hummingbird vise une production de 132 000 onces au cours de la première année.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mali : entrée en vigueur du contrôle de la charge à l'essieu

Les autorités maliennes viennent d'adopter le règlement de l'UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les États membres. Depuis le 1<sup>er</sup> juin, tout véhicule de plus de 51 tonnes de poids total roulant est passible d'une amende de 20 000 FCFA/tonne de surcharge pour le transport national et de 60 000 FCFA pour le transport international. Environ 80 % des camions circulant sur les routes des États membres de l'UEMOA sont surchargés, provoquant victimes et dégradation prématurée des routes pour un coût estimé entre 35 et 45 Mds FCFA par an.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la compagnie australienne *Sundance Resources* lève 80 M de dollars australiens (58 M USD) pour le développement de la mine de fer de Mbalam-Nabeba**

Cette levée de fonds s'est effectuée grâce au placement de 615 M d'actions de l'entreprise à 0,13 USD l'action. Pour mémoire, le projet d'exploitation du fer de Mbalam comprend quatre composantes : l'exploitation des gisements de fer, la construction d'une unité d'enrichissement du fer, la construction d'une voie ferrée pour le transport des minerais de fer et la construction d'un terminal minéralier sur le port de Kribi.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo : de nouveaux projets avec la Chine**

Depuis les visites des chefs d'Etat au Congo et en Chine en 2013 et 2015, et surtout depuis l'annonce lors du sommet Afrique-Chine de décembre 2015 que le Congo deviendrait un des pays pilotes de la coopération chinoise en Afrique, les projets chinois se multiplient dans le pays. L'ambassade de Chine a exprimé le 1<sup>er</sup> juin la volonté de son gouvernement de financer sous forme de don la construction de l'Assemblée nationale et du centre d'entretien aéronautique et soutient par ailleurs le projet de port minéralier de la future ZES de Pointe-Noire. Pour mémoire, la Chine est le premier créancier du Congo et les compagnies chinoises sont particulièrement présentes dans les secteurs du BTP, des mines et agricole.

✉ [arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr](mailto:arthur.berthet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée équatoriale : découverte d'un gisement gazier sur la partie continentale (bloc EG-01)**

Le 7 juin dernier, le ministère des Mines, de l'Industrie et de l'Energie, a annoncé dans un communiqué que les forages pratiqués par l'entreprise Oleo & Gas ont permis de découvrir des ressources gazières, dont les résultats sont en cours d'évaluation, dans le champ Prospecto Sothis du bloc EG-01 situé sur la partie continentale. Les opérations de forages avaient débuté le 14 mars dernier.

✉ [vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr](mailto:vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr)

▼ **RDC : signature d'un contrat pour la construction d'un barrage hydroélectrique de 240 MW**

Les autorités congolaises ont signé le 6 juin 2016 à Kinshasa un accord confiant à un consortium chinois la construction d'une centrale hydroélectrique de 240 MW, destinée à combler une partie du déficit énergétique freinant la production minière en RDC. Le coût de la construction du barrage n'a pas été révélé. L'électricité produite sera affectée prioritairement à la Sicominex (Société Sino-Congolaise des Mines), qui a sorti sa première cathode de cuivre en novembre 2015.

✉ [christian.onkonylokongo@dgtresor.gouv.fr](mailto:christian.onkonylokongo@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Afrique de l'Est : projet de soutien à la filière café kenyane et éthiopienne par la SFI et la Banque mondiale

La société financière internationale (SFI), membre du groupe Banque mondiale, pourrait financer un projet d'appui au développement des filières café au Kenya et en Ethiopie. Le projet prévoit des actions de formation technique et environnementale des petits producteurs, la plantation d'arbres de couverture et l'appui aux structures de première transformation des cerises. Il est financé par un prêt de 3 M USD de l'IFC à Nespresso et un don de 3 M USD du fond carbone de la Banque mondiale au fonds d'innovation durable de Nespresso. Le projet sera mis en œuvre par l'ONG Technoserve déjà présente et active dans les deux pays.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Ethiopie : offre record pour la privatisation de la société de tabac éthiopienne

La société *Japan international tobacco* a proposé 510 M USD pour l'achat de 40 % des parts de la société *Ethiopian national tobacco enterprise* (NTE). Cette offre lui permettrait d'augmenter son capital à 1,1 Md USD. Cette offre est la plus élevée pour l'acquisition d'une entreprise publique éthiopienne et largement supérieure aux quatre autres offres remises, qui allaient de 120 M USD par Philip Morris à 230 M USD par BAT. NTE, qui détient le monopole de l'industrie du tabac et 80 % du marché via sa marque Nyala, a enregistré 69 M EUR de chiffre d'affaires et 16 M EUR de profits en 2015. L'Ethiopie envisage de privatiser une dizaine d'entreprises publiques au cours de l'année fiscale 2015/2016.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Angola : le distributeur sud-africain Shoprite va investir 572 M USD

L'entreprise sud-africaine Shoprite, leader de la distribution alimentaire en Afrique, a obtenu l'accord des autorités angolaises pour investir 572 M USD dans la construction de nouveaux supermarchés et d'un entrepôt de stockage ainsi que dans l'amélioration des structures déjà existantes. Le groupe a ouvert son premier supermarché en Angola en 2003, qui compte désormais 17 supermarchés Shoprite.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Afrique du Sud : l'Autorité de la concurrence approuve sous condition la fusion de SABMiller-AB Inbev

L'Autorité de la concurrence a rendu un avis favorable concernant la fusion entre le brasseur belgo-brésilien Anheuser-Busch InBev (AB InBev) et le brasseur anglo-sud-africain SAB Miller. Les principales conditions sont la vente des actions que SAB Miller détient dans le capital de Distell (29 %), premier producteur de vins et de cidres en Afrique du Sud, et la stricte séparation des activités de mise en bouteille de sodas pour Pepsi et pour Coca-Cola. L'Autorité prend également note de l'engagement de maintenir l'emploi et d'investir 1 Md ZAR (59 M EUR) sur 5 ans en Afrique du Sud dans la production primaire agricole en privilégiant l'approvisionnement auprès des agriculteurs émergents.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo: la Saris Congo s'attend à une production de 677 549 tonnes de canne à sucre**

Au terme de sa campagne lancée les 28 et 29 mai derniers à sa base de Nkayi, à environ 300 km au sud de Brazzaville, la Société agricole de raffinage industriel de sucre du Congo (Saris Congo), s'attend à une production de 677 549 tonnes de cannes. La Saris Congo, unique sucrerie du Congo et entité du groupe français SOMDIAA, a une usine d'une capacité de broyage de 5 000 tonnes de cannes par jour, pendant toute la durée de sa campagne qui s'étale de juin à novembre, soit une production annuelle de près de 70 000 tonnes de sucre.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Gabon : décision d'embargo sur les volailles du Cameroun**

Suite aux cas avérés de grippe H1N1 survenus au Cameroun, les pouvoirs publics gabonais ont décidé la suspension des importations de volailles et des produits qui en sont issus. Pour le Cameroun, cette décision devrait engendrer une perte de 4 à 5 Mds FCFA. En 2006, une crise identique avait déjà conduit à 3 Mds FCFA de pertes.

✉ [quentin.simon@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.simon@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Gabon : mise en place d'une nouvelle minoterie par le groupe camerounais Foberd pour un investissement de 7 Mds FCFA**

Foberd Gabon vient de mettre en production à Owendo, une nouvelle minoterie, le « complexe agro-industriel du Gabon », qui produit de la farine de blé, de la semoule et des aliments pour le bétail, en partenariat avec une société turque. Cette usine, d'une capacité de production de 300 tonnes par jour, extensible, vient concurrencer la SMAG (groupe SOMDIAA), qui détenait jusqu'à présent le monopole de la production de farines. Le groupe Foberd diversifie ainsi son activité au Gabon, après la construction de deux usines « les aciéries du Gabon » et « gaz industriel et médical ».

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Le Mozambique et la Chine renforcent leur coopération dans le secteur de l'énergie**

Les sociétés d'Etat chinoise CNPC (*China national petroleum Corporation*) et mozambicaine ENH (*Empresa nacional de hidrocarbonetos*) ont signé en Chine, en présence des présidents Xi Jinping et Filipe Nyusi et des directeurs des deux compagnies, un accord-cadre de coopération visant à approfondir leurs relations dans le pétrole et le gaz. CNPC, qui effectue des travaux exploratoires au Mozambique depuis 2013, va ainsi renforcer sa présence dans l'exploration, la production et la commercialisation des hydrocarbures et plus particulièrement dans le gaz, au niveau du « bloc 4 » de gaz naturel situé en eau profonde, dont le groupe chinois est actionnaire à 20 % depuis 2013.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : ACSA inaugure sa centrale solaire à l'aéroport de Kimberley**

*Airports Company South Africa (ACSA)* a inauguré, en présence de la ministre sud-africaine des Transports, une centrale solaire de 13,5 M ZAR à l'aéroport de Kimberley dans le cadre d'un plan plus large d'ACSA qui vise à installer des fermes solaires sur ses six aéroports régionaux. La centrale de Kimberley, dont la construction a débuté en septembre 2015 et a été achevée en avril 2016, rejoint les centrales déjà mises en service des aéroports de George et Upington. L'usine, qui produira à terme 927 000 kWh par an, s'inscrit dans la stratégie d'ACSA de produire 42 % de ses besoins en électricité grâce à des sources d'énergies renouvelables d'ici 2030.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : la cote de Lonmin s'envole après la confirmation de ses objectifs de restructuration**

Les actions sur le *Johannesburg stock exchange* de l'entreprise minière britannique Lonmin ont progressé de 20,4 % suite à l'annonce par le 3<sup>ème</sup> producteur mondial de platine de l'atteinte de 67 % de ses objectifs de restructuration, au terme du 1<sup>er</sup> semestre 2016. Alors que la production minière du pays affiche une baisse de 18 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, Lonmin affiche une trésorerie nette à 114 M USD (contre -185 M USD au 30 septembre 2015) et un chiffre d'affaires de 515 M USD contre 508 M USD en 2015, grâce notamment aux réductions de coûts engendrés par le départ de 5 400 employés et à l'amélioration des volumes de platines produits et des prix de vente (1 057 USD l'once).

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : la fille du Président dos Santos à la tête de la Sonangol**

La nomination par décret présidentiel le 2 juin d'Isabel dos Santos à la présidence du conseil d'administration de Sonangol, la société d'Etat en charge de la gestion des ressources en hydrocarbures, marque un tournant pour cette entreprise emblématique qui reste stratégique pour le pays même si elle a perdu une grande partie de ses prérogatives : le nouveau cadre adopté le 26 mai 2016 pour le secteur pétrolier angolais circonscrit le rôle de Sonangol à la gestion et au suivi des contrats pétroliers, l'exploitation étant désormais confiée à une entité étatique dénommée Cosap et les droits sur ses 17 filiales ainsi que ses participations dans plusieurs entreprises et banques étant transférés à un organisme d'Etat ad hoc.

📧 catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : le pays pourrait commencer à produire de l'or dès 2018**

La prospection menée depuis 2014 dans le cadre du Plan national de géologie PLANAGEO de cartographie des minerais, réalisée sur financements chinois par la société CITIC avec le concours d'entreprises comme le français CGG, a permis de découvrir d'importants gisements d'or dans la province de Huila (sud de l'Angola). Le projet industriel prévu par la société des métaux précieux d'Angola, SOMEPA, en collaboration avec l'entreprise d'Etat FERRANGOL et plusieurs compagnies privées, représente un investissement de 280 M USD et n'attend plus que son permis d'exploitation pour être mis en œuvre.

📧 catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : le pays pourrait extraire du niobo, un des minerais les plus rares au monde**

Toujours dans cette province de Huila, un groupe d'investisseurs privés, le groupe Doriouro, compte développer un projet d'exploitation du niobo, un minéral rare (qu'on trouve essentiellement au Brésil), très recherché par l'industrie spatiale pour ses qualités de super-conducteur. Une commission ad hoc a été créée le 26 mai dernier par le ministre de la Géologie et des Mines afin d'engager les négociations avec ces investisseurs.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Electricité en Afrique : libéralisation et boom des échecs**

Le déficit énergétique en Afrique attire de nombreux producteurs d'électricité y voyant une fructueuse opportunité d'investissement. Le déficit d'expertise technico-juridique des promoteurs privés et des autorités publiques entraînent toutefois un amoncellement de projets inachevés. La centrale de Sendou au Sénégal ou encore la vétusté des installations électriques en Guinée résulteraient de projets trop ambitieux, selon l'ancien directeur Afrique d'EDF. La précarité de certaines zones reculées a engendré un boom de projets énergétiques sans réponses concrètes et durables pour l'Afrique : la COP 22 de Marrakech répondra-t-elle à cette urgence énergétique ?

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

▼ **Nigéria : un accord sur le nucléaire civil signé avec la Russie**

Lors du forum Atomexpo 2016 à Moscou, le Nigéria a signé avec la Russie un mémorandum d'entente relatif à la construction d'un centre de recherche scientifique sur le nucléaire civil. Au Nigéria, la production électrique nationale repose à 84 % sur des capacités thermiques au gaz. Les sabotages de gazoducs perpétrés par les Niger Delta Avengers ont entraîné une chute vertigineuse de la production électrique : de 6 000-7 000 MW en 2015, elle est passée à 4 000-4 500 MW en mars dernier, puis à 1 000 MW aujourd'hui, pour une demande d'environ 10 000 MW. Ainsi, la production d'énergie nucléaire est envisagée comme solution de long terme pour renforcer la sécurité énergétique du pays et diversifier son « mix » électrique.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : Oando sécurise un emprunt de 480 M USD pour restructurer sa dette**

La compagnie pétrolière nigériane Oando a déclaré avoir obtenu un prêt de 480 M USD (94,6 Mds NGN) auprès de neuf banques locales pour financer sa dette, dans le cadre de son plan de restructuration. L'entreprise a déjà cédé 350 M USD d'actifs en 2016. Une partie importante de cette dette résulte de l'acquisition, en juillet 2014, des actifs *onshore* de l'américain Conoco Phillips pour la somme de 1,6 Md USD. Pour rappel, l'entreprise a enregistré une perte record de 923 M USD en 2014, puis de 167 M USD au premier semestre 2015, conséquence notamment de la chute du cours du baril au 2<sup>nd</sup> semestre 2014. Grâce à ce plan de restructuration, l'entreprise espère retrouver la rentabilité en 2016.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : la Chambre des mines annonce une baisse probable de la production d'or en 2016

La Chambre des mines ghanéennes, autorité de régulation du secteur, a annoncé une probable production de 2,7 M d'onces d'or, contre 2,8 M en 2015. Cette baisse est continue depuis 2014, avec l'arrêt par la société AngloGold Ashanti de l'exploitation de la mine d'Obuasi conjuguée à la baisse des cours mondiaux. Par ailleurs, la recrudescence des mines illégales pénalise l'activité, alors que le Ghana est le deuxième producteur du continent après l'Afrique du Sud. Deux sociétés vont démarrer cette année la production : Asanko Gold (Ghana) et Golden Star Resources (Canada). La société sud-africaine Goldfields s'est quant à elle, positionnée pour reprendre la mine d'Induapriem à AngloGold Ashanti.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : confirmation par la MiDA de la mise en concession d'ECG

Le *Millennium Development Authority* (MiDA) a confirmé la mise en concession probable de la compagnie électrique nationale ECG pour une durée de 25 ans, le gouvernement ghanéen n'ayant pas la capacité à assurer l'investissement de près de 10 Mds USD nécessaire à l'installation de centrales. La mise en concession correspondrait au transfert du contrôle opérationnel de la distribution notamment à un investisseur privé. Malgré l'opposition des salariés et des syndicats, un appel à manifestation d'intérêt a été publié pour ce partenariat public-privé, dont la seconde phase de pré-qualification est actuellement en cours. 4 entreprises françaises se sont manifestées : ENGIE, Eranove, et un consortium EDF-Véolia.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ciment : vers la fin de l'arbitrage entre le français Vicat et le Sénégal

La procédure d'arbitrage opposant le cimentier français Vicat, propriétaire de Sococim, à l'État du Sénégal est suspendue. Cette décision, valable jusqu'à début juillet, présage, selon les parties, de la fin du conflit ouvert en 2014 devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Cirdi). L'initiative vient de Vicat après l'annonce, notamment, de la création d'une autorité de régulation dans le secteur du ciment. Le groupe français avait attaqué le Sénégal, conseillé par de nombreux avocats (Aïssata Tall Sall, François Meyer, Mohamed Kébé, Roland Ziadé), après l'implantation de son concurrent nigérian Dangote.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## ▼ Industries

### ▼ Ethiopie : baisse des exportations de cuir

Les exportations de cuir et produits en cuir ont chuté au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale éthiopienne 2015/2016. Avec des recettes de 86,3 M USD (-20 % par rapport à l'année précédente), les exportations du secteur ont atteint 66,8 % des objectifs fixés (129 M USD). 54,3 M USD des recettes proviennent du cuir fini, 25,6 M USD des chaussures, 5,3 M USD des gants et 1,1 M USD de la maroquinerie. La mauvaise qualité du cuir et la baisse de la demande sur le marché mondial expliquent cette mauvaise performance. Le développement du secteur du cuir doit pourtant contribuer à l'essor du secteur manufacturier en Ethiopie, qui devrait représenter 8 % du PIB et 3,1 % des exportations d'ici 2020, contre 4,6 % et 0,9 % respectivement en 2015.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Services

### ▼ Afrique du sud : un tiers des logiciels utilisés sont piratés

Selon le rapport de BSA Software Alliance, 33 % des logiciels utilisés en Afrique du Sud sont piratés, soit un point de moins qu'en 2013. L'Afrique du Sud fait figure de bonne élève dans la zone « EMEA » où 57 % des logiciels sont utilisés sans licence (contre 59 % en 2013). Cette inflexion du piratage s'explique par une diminution des livraisons d'ordinateurs à utilisation personnelle ainsi qu'une souscription plus importante aux logiciels sous licence. Les efforts de plusieurs entités spécialisées pour sensibiliser les utilisateurs aux droits de propriété intellectuelle ont aussi contribué à ce léger déclin. Le BSA estime que le coût du piratage reste relativement important avec 274 M USD, soit 4.3 Mds ZAR de logiciels piratés.

✉ laura.laguierce@businessfrance.fr

### ▼ Nigéria : 70 M de nigériens sont exclus du système bancaire

D'après une récente publication du FMI, 40 % de la population nigérienne n'a pas accès aux services financiers, avec un taux de couverture du secteur bancaire formel de seulement 36 %. Selon le Fonds, cette situation s'explique par différents facteurs – seuils minimums d'actifs bancaires, frais de service importants et distances des agences bancaires – qui limitent l'accès aux services financiers. De plus, les collatéraux exigés pour les prêts renchérissent le coût du crédit et les produits financiers disponibles ne sont pas appropriés pour des clients avec des revenus faibles et irréguliers.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Le e-commerce nigérian attire de nombreux investissements étrangers

Le secteur du e-commerce nigérian, porté par la démocratisation de l'accès à Internet et l'essor de la classe moyenne, attire de plus en plus d'investisseurs étrangers. Selon un sondage réalisé par PayPal en 2015, 65 % des utilisateurs internet sur mobile (61 M) ont pour habitude d'effectuer une partie de leurs achats en ligne. En mars, Jumia, détenu par *Africa Internet Group* (AIG), a levé 325 M USD auprès de Goldman Sachs, AXA et Rocket Internet. Un mois plus tôt, AXA investissait 75 M EUR pour acheter 8 % des parts d'AIG, devenu en quatre ans le leader du e-commerce en Afrique. La taille du marché, évaluée à 1 Md USD, pourrait atteindre 13 Mds USD en 2018 selon les projections de la Banque centrale du Nigéria.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : la société IHS a investi 500 M USD dans des systèmes électriques *off-grid* modernes en 2016

IHS Africa gère actuellement 23 300 antennes-relais pour le compte d'opérateurs téléphoniques dans cinq pays africains (Cote d'Ivoire, Nigeria, Cameroun, Rwanda et Zambie), dont 15 500 au Nigeria (60 % du marché). Au Nigéria, la chute brutale de la distribution électrique nationale (1 000 MW actuellement) a renforcé sa dépendance au diesel, dont l'approvisionnement est rendu instable par la situation actuelle de pénurie. C'est pour réduire cette dépendance au diesel qu'IHS aurait investi 500 M USD dans des nouvelles technologies *off grid* en 2016, notamment des panneaux solaires, des batteries de stockage et de nouveaux générateurs à basse consommation.

✉ paulin.roussel@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Bénin : le tourisme a représenté 2,6 % du PIB en 2015

Selon la dernière étude du Conseil mondial du voyage et du tourisme, les revenus générés par le tourisme ont atteint 185 M EUR en 2015 au Bénin, soit 2,6 % du PIB. Ce secteur a créé environ 53 500 nouveaux emplois, portant à 135 500 le nombre total de personnes exerçant des activités liées (emplois directs et emplois indirects) au tourisme. La contribution du tourisme à la croissance devrait augmenter de 4,6 % en 2016.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire: *WorldRemit* s'allie à MTN

La start-up britannique *WorldRemit*, spécialiste des transferts de fonds des migrants en ligne, a annoncé le 1<sup>er</sup> juin avoir conclu un partenariat avec MTN Côte d'Ivoire. En vertu de cet accord, les utilisateurs de la plateforme britannique (disponible sur internet et via une application pour smartphones) peuvent désormais réaliser des opérations d'envoi d'argent depuis l'étranger vers des portefeuilles électroniques MTN Mobile Money en Côte d'Ivoire. MTN Côte d'Ivoire est le deuxième opérateur ivoirien avec 7,9 millions d'abonnés (32,55 % du marché), derrière Orange.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : le principal concurrent de Carrefour à Abidjan va se lancer dans le e-commerce

Le leader ivoirien de la grande distribution, Prosuma (entreprise d'hommes d'affaires libanais), va déployer très prochainement un site de commerce en ligne dénommé *Yaatoo*. Cette plateforme devrait référencer 4 500 produits dans un premier temps, avant d'étendre son offre aux articles de certaines franchises de Prosuma, comme Gifi ou Kiabi. Pour mémoire, Jumia et récemment CFAO sont déjà présents sur le marché de l'e-commerce en Côte d'Ivoire.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : l'État cède sa part dans la société NSIA Banque

Le Conseil des ministres du 3 juin 2016 a adopté un décret autorisant la cession de la totalité de la participation détenue par l'État de Côte d'Ivoire dans le capital de NSIA Banque Côte d'Ivoire, soit 200 000 actions représentant 10 % du capital. 5 % iront au bénéfice du Conseil cacao-café, l'autre moitié sera vendue aux investisseurs privés à travers la Bourse régionale des valeurs mobilières de l'UEMOA.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : le service de transfert d'argent *Orange Money* est opérationnel en France

Orange vient d'étendre son service de transfert d'argent via mobile, *Orange Money*, à la France. Ce service, qui connaît un franc succès sur le continent africain, permettra au groupe Orange de se positionner sur le marché très lucratif du transfert d'argent vers l'Afrique, en concurrence avec Western Union et Money Gram. Il est opérationnel depuis le 6 juin, portera d'abord sur des transferts de la France vers trois destinations, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Mali, qui cumulent 10 millions des 18 millions d'utilisateurs de l'offre *Orange money* sur le continent, avant un déploiement plus important vers d'autres pays africains.

✉ kadysynthia.keita@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : mise en place d'équipes régionales d'alerte et de riposte aux épidémies**

Dans le cadre du projet d'appui à la mise en place de 8 équipes régionales polyvalentes d'alerte et de riposte aux épidémies (PREPARE), financé par la France et l'UE à hauteur de 5,8 M EUR, Expertise France et ses partenaires (BIOFORCE, FICR/CRG, Sécurité civile) ont permis la création, dans chacune des 7 régions administratives de Guinée ainsi qu'à Conakry, d'une équipe régionale chargée de la détection précoce et du traitement rapide de l'ensemble des maladies à potentiel épidémique. Ces équipes occupent désormais une place centrale au sein du système de santé guinéen et ont pu être mobilisées lors de la résurgence de la maladie à virus Ebola, en février 2016.

✉ [quentin.deroo@expertisefrance.fr](mailto:quentin.deroo@expertisefrance.fr)

▼ **En Afrique, Société générale prépare sa banque alternative**

Selon les informations de Jeune Afrique, le groupe bancaire français Société générale va bientôt lancer une nouvelle offre à destination des populations non bancarisées dans six pays africains (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Madagascar et Sénégal). Le groupe français s'appuiera sur l'expertise acquise à Dakar via Manko, son entité dévolue aux petits entrepreneurs, mais aussi sur son alliance plus récente, au Cameroun, avec Express Union (680 agences). Le groupe français veut créer une marque d'*agency banking* bâtie autour de fonctions bancaires simples et reposant sur un réseau fédérant petits commerçants et partenaires.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## ENTREPRISES

---

### ▼ Tchad : deux entreprises tchadiennes de BTP sélectionnées pour la réalisation de travaux d'aménagement au Cameroun pour un montant de 35 Mds FCFA

Sotcogog et Encobat réaliseront des travaux d'aménagement des périmètres de rizières de plus 10 000 hectares dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun pour les protéger des inondations. Pour mémoire, deux groupements d'entreprises tchadiennes, Geysier SA – Sotcocog SA et SRGM-ETRA, avaient déjà été retenues il y a quelques mois par l'administration camerounaise, pour la réhabilitation de périmètres irrigués et des digues de Maga et Logone et du Mayo Vrick, toujours dans l'Extrême-Nord du Cameroun, pour un montant de 62 Mds FCFA.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Boissons : les brasseries du Cameroun perdent de leur avance

Après un décrochage en 2014, le bénéfice de la Société anonyme des brasseries du Cameroun (SABC) accuse un nouveau recul en 2015. Son résultat net s'élève à 18,8 Mds FCFA, en baisse de 5,9 Mds FCFA (-23,8 %) par rapport aux 24,7 Mds dégagés en 2014. En progression il y a deux ans, son chiffre d'affaires s'est tassé de 351,7 Mds FCFA en 2014 à 346,2 Mds FCFA en 2015 (527,7 M EUR), soit une légère baisse de 1,6 %. Bien que leader sur tous les segments du marché camerounais des boissons, la filiale du groupe Castel, dont le titre est coté sur le marché d'Euronext Paris, continue de voir ses parts rognées par ses concurrents, selon une analyse livrée par le groupe brassicole lui-même dans son rapport annuel.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Maurice : forum d'affaires sur les TIC à Paris, le 23 juin 2016

Le Bureau de promotion des investissements de Maurice (BOI) organise, le jeudi 23 juin 2016, à Paris (Hôtel Intercontinental Le Grand), un forum d'affaires consacré au secteur des TIC et du BPO. Cette manifestation est organisée conjointement avec le Syntec, syndicat professionnel français du Numérique (pour toutes informations : [ictbpo@invesmauritius.com](mailto:ictbpo@invesmauritius.com)). Le secteur TIC/BPO à Maurice emploie environ 19 000 salariés à Maurice et contribuerait à hauteur de 6,4 % au PIB de l'île.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : organisation d'un séminaire sur l'utilisation des TIC dans l'agriculture par la Banque mondiale

La Banque mondiale, le ministère de l'Agriculture ougandais et le Centre international pour l'agriculture tropicale ont organisé le 26 mai 2016 un *Big data Workshop*. Cet événement avait pour but d'encourager l'utilisation des nouvelles technologies afin d'augmenter les rendements agricoles. Il s'inscrit dans le cadre de l'*Agriculture Cluster Project Development*, projet de la Banque mondiale lancé en avril 2015, qui prévoit de financer 150 M USD de projets d'infrastructures permettant d'augmenter la productivité agricole d'ici 2022.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : Africa Health, le salon africain incontournable du secteur de la santé

L'édition 2016 d'Africa Health, le salon de la santé le plus important d'Afrique, se tiendra à Johannesburg cette semaine. Fort d'une superficie de 25 000 m<sup>2</sup>, le salon accueillera plus de 500 exposants (industriels, groupes hospitaliers, distributeurs, etc.) représentant 57 pays. Les 7 500 visiteurs attendus cette année pourront, entre autres, assister aux quelques 17 conférences prévues au cours du salon. Comme chaque année, *Africa Health* sera l'occasion pour Business France d'accueillir une délégation française d'une dizaine de professionnels de la santé, qui bénéficieront d'un programme de rendez-vous personnalisés avec des acteurs locaux en marge de la visite du salon.

✉ [sarah.watine@businessfrance.fr](mailto:sarah.watine@businessfrance.fr)

### ▼ Ghana : l'AFD lance l'Hackaton - Accra Trotro Apps Challenge

L'AFD, en partenariat avec l'Assemblée métropolitaine d'Accra (AMA) et MEST (*Meltwater Entrepreneurial School of Technology*), a organisé fin mai le premier *Accra Trotro Apps Challenge*, le premier Hackaton organisé par l'AFD. Cette compétition a mobilisé une cinquantaine d'étudiants et de développeurs et les principaux acteurs du secteur des transports et des technologies. Pendant 24 heures, ils se sont regroupés en équipe pour mettre au point des applications mobiles qui modifieront la façon de se déplacer à Accra. Le Hackaton, tout comme la carte des lignes et des stations de trotros, ont été financés dans le cadre du projet AFD UTP (*urban transport project*) qui porte sur la construction du corridor routier Amasaman-Accra.

✉ [dankwadd@afd.fr](mailto:dankwadd@afd.fr)

▼ **Guinée équatoriale : promotion de nouveaux blocs lors de la Conférence Africa Oil & Power les 6 et 7 juin 2016**

Cette conférence était sponsorisée par le ministère équato-guinéen des Mines, de l'Industrie et de l'Energie. Elle a permis d'effectuer la promotion de 37 nouveaux blocs pétroliers dont 32 blocs offshore. L'appel d'offres est ouvert jusqu'au 30 novembre 2016 et l'Etat équato-guinéen planifie d'attribuer les permis d'ici janvier 2017. La conférence a compté 430 inscrits. La Guinée équatoriale recherche actuellement de nouvelles ressources pétrolières, conséquence d'une production en baisse constante depuis 2005. Le ministre des Mines, Gabriel Obiang Lima, devrait se déplacer prochainement à Londres, Singapour, Istanbul et Houston afin de continuer la promotion de ces nouveaux permis.

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.  
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

